

Initiatives ministérielles

procéderons. Cette méthode a coûté des millions de dollars à l'économie canadienne.

• (1420)

Non seulement ces gens-là ne paient pas d'impôt actuellement, et rappelez-vous que c'est le gouvernement en place qui a précipité le pays dans une récession, mais ils touchent de l'assurance-chômage. Voilà que le gouvernement a décidé de prendre des mesures pour les empêcher de toucher de l'assurance-chômage, alors qu'ils ont payé des primes exorbitantes que le gouvernement a doublées, voire triplées. C'est absolument scandaleux et honteux. Franchement, si les conservateurs avaient raisonnablement bien fait leur travail depuis qu'ils ont pris le pouvoir en 1984, s'ils avaient tenu toutes leurs promesses, ils ne se trouveraient pas dans le pétrin maintenant.

Je voudrais maintenant faire une mise au point sur ses observations au sujet de la clôture. Il dit que nous avons participé à l'obstruction visant ces projets de loi, de sorte que la clôture a dû être imposée.

Examinons donc le cheminement de certains de ces projets de loi. Le député constatera que les débats ont été très courts. Prenons le projet de loi C-110 auquel l'attribution de temps a été demandée pour lundi. Ce projet de loi porte sur l'ouvrage de franchissement permanent du détroit de Northumberland. Cinq députés ont pris la parole et le débat a duré une heure et 39 minutes jusqu'à ce que le gouvernement donne avis d'une attribution de temps. Tel est le dossier du gouvernement.

Ce n'est pas comme si le débat s'était prolongé et que le gouvernement soit intervenu pour l'interrompre en imposant la clôture. Au contraire, le débat n'a duré que très peu de temps. En fait, le gouvernement en a assez d'entendre l'opposition et il veut la bâillonner. C'est ça qu'il fait. Qu'on ne s'y trompe pas.

Le député aura beau parler du recours à la clôture et citer tous les chiffres qu'il voudra, aucune de ces données n'est semblable, de près ou de loin, à celles qui s'appliquent au gouvernement. Il peut citer tous les chiffres qu'il voudra. S'il se reporte au compte rendu, il verra que les gouvernements précédents ont eu recours à la clôture et l'attribution de temps seulement si le débat avait duré assez longtemps. La Chambre siégeait plus longtemps durant l'année qu'elle ne le fait maintenant. Nous avons moins de temps pour débattre des projets de loi, d'autant

que le gouvernement impose constamment la clôture depuis quatre ans pour faire adopter ses projets de loi à toute vapeur.

Il ne veut pas que ses projets de loi soient discutés publiquement.

M. Sid Parker (Kootenay-Est): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député. Il a mentionné, au début de son intervention, que nous devrions tenir des élections, et je partage son avis.

Avant la dernière campagne électorale, le premier ministre a promis de ne pas réduire les programmes sociaux et nous avons vu ce qu'il a fait. Il a promis à sa mère de ne pas toucher à ces programmes. Pourtant, le régime d'assurance-chômage et les programmes sociaux ont été réduits. De nos jours, il s'attaque aux paiements de péréquation aux provinces et aux prêts aux étudiants.

Aujourd'hui, au bout du rouleau le gouvernement tente de forcer l'adoption de ses projets de loi. Je siégeais à la Chambre en 1984, lorsque les libéraux étaient sur le point de rendre l'âme. Ils avaient quand même attendu quatre ans et demi avant de déclencher des élections. Les taux d'intérêt s'élevaient à 22 p. 100. Le Nouveau Parti démocratique a finalement proposé un programme qui devrait, selon nous, stimuler l'économie et redresser la situation et tout ce que nous entendons des deux côtés, c'est que celui-ci ne veut pas dévoiler les mesures qu'il prendra et celui-là nous décrit les initiatives qu'il prend.

J'aimerais que le député nous dise quand le Parti libéral nous dévoilera son programme. Il a déclaré qu'ils harmoniseraient la TPS. La population canadienne ne veut rien savoir à ce sujet. Selon le député, si le gouvernement avait pris la bonne décision et collaboré avec la population, il aurait harmonisé la TPS. Est-ce là ce que le Parti libéral entend faire s'il est élu?

M. Milliken: Monsieur le Président, je crois que le député proteste trop. Il a mal interprété mes paroles. Ce que j'ai dit, c'est que le gouvernement est allé de l'avant avec la TPS sans qu'il y ait harmonisation avec les provinces. C'était une erreur.

Nous allons mettre en place une nouvelle taxe, et notre chef a promis d'établir, après les prochaines élections, un comité parlementaire qui sera formé de représentants de tous les partis et qui sera chargé de consulter. . .

Une voix: C'est une guerre contre la TPS.